



Pas-de-Calais

Le Département

Europe

Projet "PASSAGE"

Autorités publiques en soutien
d'une croissance bas-carbone
dans les territoires maritimes
frontaliers européens

CONFÉRENCE
DE LANCEMENT
12 mai 2016

BOULOGNE-SUR-MER



Interreg
Europe



European Union | European Regional Development Fund





« Depuis 2009, le Département du Pas-de-Calais s'est investi pour porter les enjeux des détroits auprès des institutions européennes en lançant l'Initiative des détroits d'Europe. Quelques mois après la COP 21, l'approbation du projet européen PASSAGE est une reconnaissance des enjeux propres à ces frontières maritimes dans le contexte d'une révolution : celle du passage à une économie décarbonée. Les 11 partenaires du projet ont, pour les quatre années à venir, l'opportunité de s'impliquer dans cette révolution pour les zones de détroits. »

Michel DAGBERT
Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais
Chef de file du projet PASSAGE



Le projet PASSAGE



► De quoi parle-t-on ?

PASSAGE est un projet développé dans le cadre de l'Initiative des détroits d'Europe, qui rassemble des collectivités et organismes souhaitant travailler ensemble sur les problématiques spécifiques des zones de détroits.

L'acronyme anglais (*Public Authorities Supporting low-carbon Growth in European maritime border regions*) signifie « autorités publiques en soutien d'une croissance bas-carbone dans les territoires maritimes frontaliers européens ».

PASSAGE est un projet financé à 85% par le Fonds Européen pour le Développement Régional (FEDER) dans le cadre du programme de coopération Interreg Europe.

► Pourquoi l'économie bas-carbone ?

Les émissions de gaz carbonique générées par les activités humaines contribuent de manière certaine au changement climatique. Dans les zones de détroit, les flux maritimes et logistiques, les activités portuaires et les industries liées génèrent une pression carbone particulièrement importante.

Avec le projet PASSAGE, l'objectif est de réduire l'impact de ces flux et activités sur le changement climatique en stimulant les initiatives bas-carbones. La compétitivité à long terme des territoires de détroits en dépend.

L'économie bas-carbone

La Commission européenne définit l'économie bas-carbone, aussi appelée « croissance verte », comme une économie respectueuse de l'environnement et moins consommatrice d'énergie. Les objectifs de l'Union européenne pour 2050 sont de réduire les émissions de 80% par rapport à leur niveau de 1990.

Dans le contexte d'une société bas-carbone, les espaces maritimes et côtiers sont porteurs d'un potentiel spécifique basé sur les ressources maritimes et l'innovation liée à la mer : la « croissance bleue ».

La croissance bleue

La stratégie de la Commission européenne dite de « croissance bleue » place les mers et océans au cœur de l'économie européenne sur la base de leur potentiel considérable en matière d'innovation et de croissance.

D'après la Commission européenne, l'économie « bleue » représente aujourd'hui 5,4 millions d'emplois et une valeur ajoutée brute de près de 500 milliards d'euros par an, avec un potentiel de développement encore important.



➤ Les frontières maritimes, au cœur du projet

Les évidences méritent toujours d'être rappelées : les émissions de gaz carbonique ne s'arrêtent pas aux frontières des Etats. Si chaque acteur public se mobilise pour réduire les émissions à son échelle, une coordination toute particulière est néanmoins nécessaire dans les zones frontalières où les objectifs et intérêts de chaque territoire peuvent diverger localement.

Cela implique une concertation entre acteurs publics et privés de part et d'autre de chaque frontière, ainsi qu'une **approche intégrée** des problématiques environnementales au-delà de la frontière.

Dans le cas des frontières maritimes, la discontinuité des territoires et la frontière physique fortement marquée par la présence de la mer complexifient cette démarche qui peut paraître naturelle ailleurs.

Un des objectifs du projet PASSAGE est de **stimuler cette concertation transfrontalière dans les frontières maritimes**, pour saisir pleinement les opportunités liées au développement bas-carbone et à l'économie « bleue ».

LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

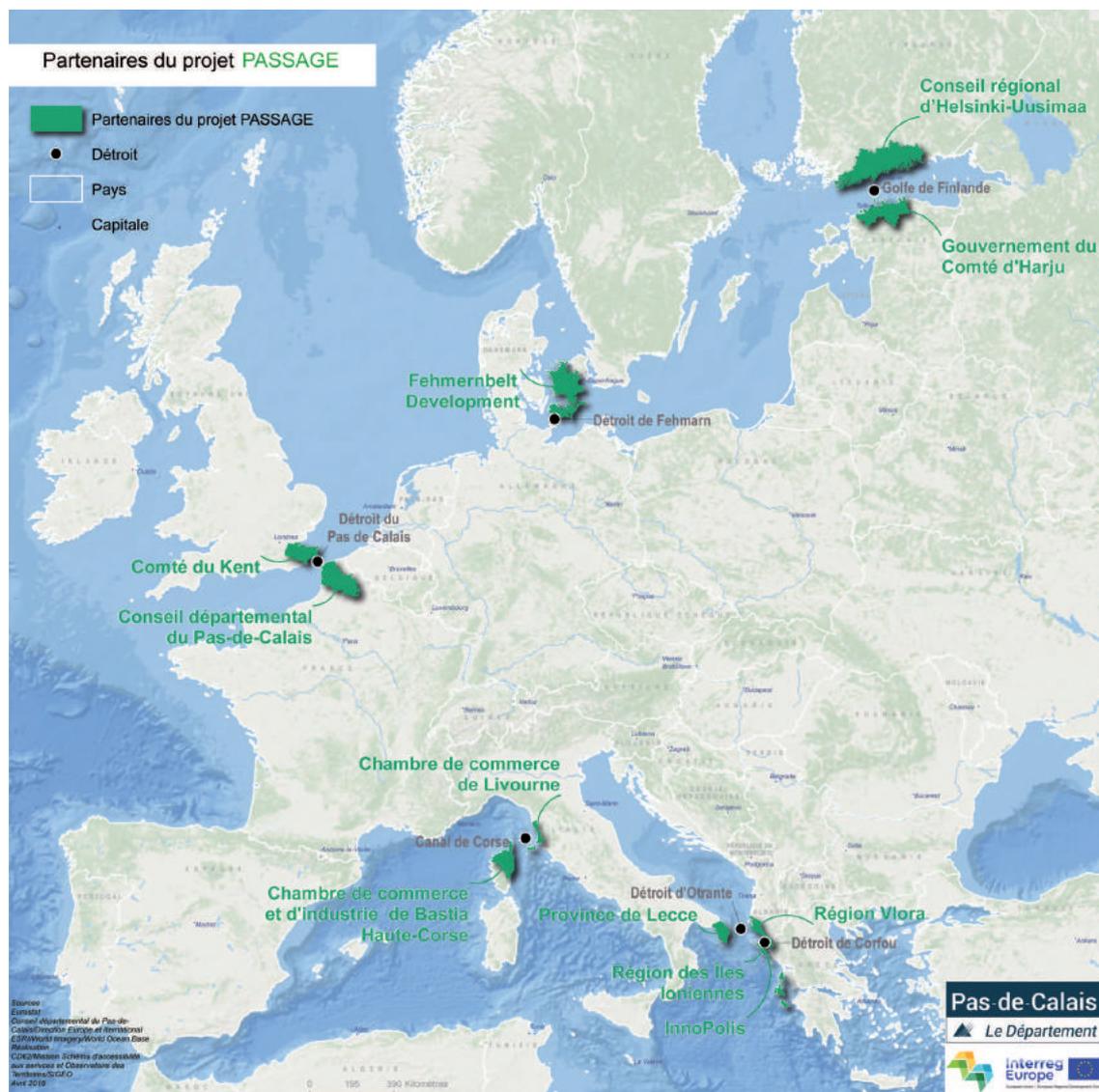
Depuis 25 ans, l'Union européenne développe des programmes de financement destinés à stimuler la coopération transfrontalière.

Les partenaires du projet PASSAGE travailleront en coordination avec ces programmes dits « Interreg » sur chacune des frontières maritimes du projet.



➤ Les partenaires du projet

11 partenaires s'engagent dans le projet PASSAGE : collectivités territoriales, chambres de commerce et agences de développement sur 5 frontières maritimes que sont le détroit du Pas de Calais, le détroit de Fehmarn, le Canal de Corse, les détroits d'Otrante et de Corfou et le Golfe de Finlande.



➤ Chiffres clés

- > 11 partenaires de 8 pays européens
- > 5 frontières maritimes
- > 1,9 millions d'euros sur 4 ans

➤ Pour en savoir plus

Site internet de l'Initiative des détroits d'Europe : www.fr.europeanstraits.eu
Site internet du programme Interreg Europe : www.interregeurope.eu

LE TRANSPORT

» Le saviez-vous ?

D'après la Commission européenne, le transport est responsable d'un quart des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire de l'Union européenne. A lui seul, le transport routier totalise un cinquième des émissions de CO₂, le principal gaz à effet de serre. La navigation est quant à elle responsable de près de 14% des émissions, avec une croissance continue ces dernières années.

» Pourquoi est-ce un enjeu pour le projet PASSAGE ?

Les zones de détroits, au cœur des frontières maritimes et des grands réseaux de transport européens, **concentrent les flux de transport sur mer comme sur terre** : trafic maritime international, trafic entre les deux rives, concentration des activités logistiques dans les ports, etc... Tout ceci génère d'importantes émissions de gaz carbonique qui participent directement au changement climatique.

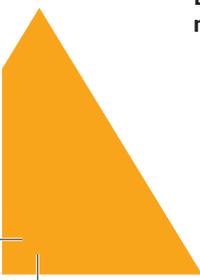
Les autorités publiques bordant les détroits européens ont peu de contrôle sur les flux traversant leurs territoires. En revanche, des initiatives peuvent être développées au niveau local et à l'échelle transfrontalière pour **limiter l'impact environnemental de ces flux et en tirer le meilleur parti économique**.



➤ Objectifs de PASSAGE

- ▶ Mieux identifier et quantifier les impacts environnementaux des flux de personnes et de marchandises dans les détroits européens pour les résoudre à la source
- ▶ Stimuler une gestion cohérente et concertée des flux transfrontaliers
- ▶ Travailler à l'échelle transfrontalière avec les principaux acteurs du monde du transport pour générer des initiatives innovantes, bas-carbones et compétitives

➤ Quelques exemples

- Le détroit du Pas de Calais est l'un des plus importants points de passage maritime au monde (plus de 400 navires commerciaux par jour, soit un quart du trafic mondial) ; le trafic terrestre est moins connu mais pourtant responsable d'un tiers des émissions de CO₂ dans le Kent.
 - La construction d'un tunnel pour relier la rive allemande à la rive danoise du détroit de Fehmarn va générer une augmentation du trafic et des émissions, y compris pendant la durée des travaux. Seule une approche innovante anticipant ces changements peut permettre de minimiser leurs impacts pour cette zone transfrontalière.
 - Les régions capitales d'Helsinki et de Tallinn sont directement impactées par les émissions de CO₂ liées au trafic entre les deux rives du Golfe de Finlande (9 millions de passagers par an) et aux activités de logistique. Plus de 40 millions de tonnes de marchandises ont transité dans les ports de la côte finlandaise du Golfe de Finlande en 2013. Le seul transport intérieur représente 17% des émissions de gaz à effet de serre dans la région d'Helsinki-Uusimaa.
 - Le transport routier est responsable de 39% des 18,3 kilotonnes d'émissions de CO₂ dans la zone frontalière maritime entre la France et l'Italie, dont le Canal de Corse est le cœur.
- 



L'ENVIRONNEMENT ET L'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES

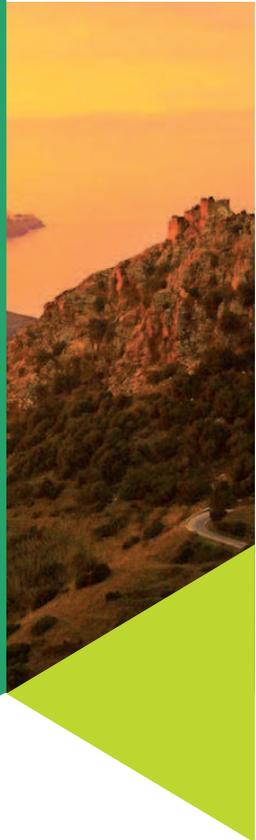
► Le saviez-vous ?

La mondialisation accroît la compétition entre territoires. L'un des principaux facteurs d'attractivité des territoires est la qualité du cadre de vie qu'ils proposent. Les recherches tendent à démontrer qu'un territoire qui n'offre pas la garantie d'un développement durable et responsable peut, à ce titre, perdre en capacité à attirer de nouveaux habitants, sauvegarder ou développer l'implantation d'activités économiques ou encore capter les flux touristiques.

► Pourquoi est-ce un enjeu pour le projet PASSAGE ?

Souvent perçus comme des zones regroupant de nombreuses activités polluantes (transport, industries lourdes, production énergétique...), les territoires de détroit et plus globalement **les régions frontalières maritimes ne sont pas toujours des territoires attractifs.**

Ils ont pourtant de nombreux atouts, au premier rang desquels la présence de la mer et de ses ressources. L'un des enjeux du projet PASSAGE est de changer cette perception et d'**envisager le développement d'une société bas-carbone comme un facteur d'attractivité** pour ces territoires.

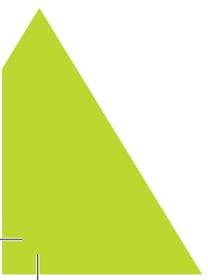


► Objectifs de PASSAGE

- Identifier le gain d'attractivité lié à un développement territorial bas-carbone
- Refuser la perception de la frontière maritime comme un obstacle au développement bas-carbone des territoires
- Replacer la mer au cœur des atouts des territoires littoraux grâce à son potentiel de croissance bas-carbone

► Quelques exemples

- Le tourisme est une activité économique importante de nombreux territoires de détroits ; il représente par exemple plus de 12% des bénéfices économiques de la province de Livourne. Dans la province de Lecce, la fréquentation touristique a augmenté de plus de 60% en 10 ans – faisant du tourisme un enjeu économique majeur.
- La région de Vlora, en Albanie, possède 244 km de côtes constituant une double frontière maritime avec la province de Lecce en Italie et les Îles Ioniennes en Grèce. Le tourisme est l'une des principales activités économiques de la région de Vlora. Veiller à un développement touristique responsable en matière d'émissions de carbone constituera un atout pour attirer de nouveaux publics et renforcer la filière. C'est l'un des objectifs du plan stratégique régional : « Territoire zéro émissions ».
- L'attractivité touristique internationale des Îles Ioniennes en Grèce, en particulier sur le détroit de Corfou, renforce la croissance des flux aériens mais également le nombre d'arrivées de bateaux de croisières (qui a triplé entre 2004 et 2013). Cela contribue à accentuer l'impact carbone du territoire.



L'ENTREPRENARIAT ET L'INNOVATION SOCIALE



► Le saviez-vous ?

L'évolution vers une économie bas-carbone suppose de s'appuyer sur des activités innovantes et de renouveler l'approche au sein des filières économiques traditionnelles (pêche, logistique, tourisme etc.). Cette (r)évolution requiert l'apprentissage de nouveaux métiers et l'acquisition de nouvelles compétences, pour lesquelles l'accompagnement des pouvoirs publics peut être déterminant.



L'innovation sociale

Dans le cadre de sa stratégie Europe 2020, l'Union européenne définit l'innovation sociale comme l'élaboration de nouveaux projets, services et modèles pour mieux répondre aux questions sociales et préparer la société aux défis de demain.



► Pourquoi est-ce un enjeu pour le projet PASSAGE ?

Les zones de détroits, que ce soit de par leur potentiel spécifique en termes de croissance bleue ou via les opportunités offertes par les reconversions sur les terres également, sont un laboratoire pour développer les métiers de demain en s'appuyant sur les savoir faire traditionnels. Stimuler de nouveaux projets via la recherche, l'innovation, l'apprentissage... permettra aux partenaires de constituer un vivier de compétences spécifiques sur chaque territoire.





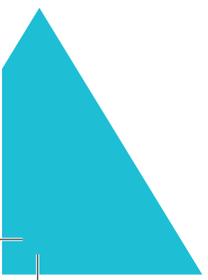
► Objectifs de PASSAGE

- Mettre en adéquation les besoins de demain et les compétences métiers des territoires partenaires
- Accélérer la construction de filières innovantes au sein des frontières maritimes via la mise en réseau transfrontalière des initiatives locales



► Quelques exemples

- Chaque région européenne a défini des secteurs de spécialisation intelligente destinés à stimuler le développement économique de l'Union européenne : de nombreux secteurs ont un potentiel important pour le développement d'une économie bas-carbone, tels que les énergies renouvelables (en Corse) ou l'innovation liée à l'environnement (en Toscane), de part et d'autre du Canal de Corse.
- La « Troisième révolution industrielle » théorisée par Jérémy Rifkin s'articule autour du couplage des technologies de l'Internet et des énergies renouvelables. S'engager dans cette révolution, c'est s'ouvrir à la création de nouvelles activités économiques, se doter de compétences spécifiques et valoriser autrement les ressources du territoire.
- Dans le cadre de sa stratégie régionale « Territoire zéro émissions », la région de Vlora, en Albanie, a choisi d'appuyer son développement bas-carbone sur trois filières clés : le tourisme, le développement rural (en particulier, l'agro-industrie) et l'industrie légère (dont les énergies renouvelables).





Helsinki-Uusimaa
Region



KËSHILLI I QARKUT
VLORE



Camera di Commercio
Livorno



 **Pas-de-Calais**
Le Département

